

Bientôt une Mission électorale des Nations unies pour le Burundi

PANA, 12 décembre 2014 Bujumbura, Burundi - Une Mission électorale des Nations unies pour le Burundi (MENUM) sera déployée dès le 1er janvier 2015 pour suivre de près, avant, pendant et après les élections générales prévues l'année prochaine dans ce pays, a annoncé vendredi, le Secrétaire général adjoint des Nations unies aux Affaires politiques, Jeffrey Feltman, lors des cérémonies de fermeture définitive du Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB). Les Nations unies ont descendu le drapeau bleu-blanc en guise de fermeture définitive du BNUB, mais 'nous resterons engagés aux côtés des Burundais', a rassuré le diplomate onusien.

L'opinion publique burundaise ne comprend pas pourquoi un désengagement de l'ONU au moment où leur pays a plutôt besoin d'une présence massive de la communauté internationale pour suivre de près un processus électoral tendu par le déficit de confiance entre les parties prenantes locales. Une coalition de 18 partis politiques de l'opposition a reçu la réponse qu'elle attendait certainement au regard des relations exécrables qu'elle entretient avec la CENI. Cette coalition avait adressé la veille une correspondance à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) lui demandant d'annuler les opérations d'enregistrement des électeurs sur la base de 'fausses cartes nationales' et d'annuler le fichier électoral et d'empêcher sur de faux résultats électoraux'. Le porte-parole de la CENI, Prosper Ntahorwamiye, a reconnu 'quelques irrégularités', 'pas de nature à invalider l'enregistrement'. Les opérations d'enregistrement prennent fin ce vendredi, après avoir été prolongées de cinq jours par rapport au calendrier initial, suite à la faible affluence des candidats aux inscriptions. Lors de la première semaine d'enregistrement, commencé le 24 novembre 2014, la CENI avait annoncé un peu plus de 1,7 million d'inscrits sur des prévisions de 4,2 millions de candidats électeurs potentiels en 2015. A la fin de la seconde semaine, la CENI avait mentionné un peu plus de 2,5 millions d'inscrits et ils étaient autour de 3,2 millions, mercredi, lors de l'évaluation des cinq jours de prolongation d'office.